

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
45072 ORLÉANS CEDEX 2

ORLÉANS, le 14/12/23

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2023

Contexte et constats

Publié sur 

HONDA FRANCE MANUFACTURING SAS

Pôle 45 - Rue des Châtaigniers
Route départementale n°30
45140 Ormes

Références : n° 629 / 2023
Code AIOT : 0010001214

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2023 dans l'établissement HONDA FRANCE MANUFACTURING SAS implanté Pôle 45 - Rue des Châtaigniers Route départementale n°30 45140 Ormes. L'inspection a été annoncée le 19/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HONDA FRANCE MANUFACTURING SAS
- Pôle 45 - Rue des Châtaigniers Route départementale n°30 45140 Ormes
- Code AIOT : 0010001214
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HONDA FRANCE MANUFACTURING SAS fabrique des produits d'équipement de jardin : tondeuses à conducteur marchant électriques (sur batterie) et thermiques, robots tondeuses électriques (sur batterie), débroussailleuses à dos thermiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- La gestion des risques accidentels et la prévention des accidents ;
- La prévention de la pollution atmosphérique ;
- La gestion de la qualité des rejets aqueux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- **Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des effluents aqueux - Concentration	AP Complémentaire du 02/06/2021, article 4.4.3.7.	Sans objet
2	Gestion des effluents aqueux - Entretien des installations	AP Complémentaire du 02/06/2021, article 4.4.3.4.	Sans objet
5	Installations électriques - Conception et entretien	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	Sans objet
6	Sécurité et lutte contre l'incendie - Entretien des moyens	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.5	Sans objet
15	Gestion des rejets atmosphériques - Traitement de surface	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article : 57	Sans objet

- **Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Prévention des accidents et des pollutions - Stockage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	Sans objet
4	Prévention des accidents et des pollutions - Produits dangereux	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Sans objet
7	Sécurité et lutte contre l'incendie - Entretien des moyens	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Sécurité et lutte contre l'incendie - Entretien des moyens	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.5	Sans objet
9	Sécurité et lutte contre l'incendie - Entretien des moyens	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.5	Sans objet
10	Protection des réseaux d'eau potable - Disconnexion	AP Complémentaire du 02/06/2021, article 4.4.2.1.	Sans objet
11	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Sans objet
12	Installations de traitement de surface - Entretien	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22	Sans objet
13	Installations de traitement de surface - Sécurité	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Sans objet
14	Gestion des déchets - Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 29/10/2010, article 9.2.3.1.	Sans objet
16	Gestion des rejets atmosphériques - Chaudières	Arrêté Ministériel du 03/08/2018 article : 6.2.4.	Sans objet
17	Prélèvements et consommations d'eau	AP Complémentaire du 02/06/2021, article 4.4.1.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des effluents aqueux - Concentration

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/06/2021, article 4.4.3.7.
Thème(s) : Risques chroniques, Concentration du rejet des eaux usées
Prescription contrôlée : Les effluents rejetés doivent être exempts : <ul style="list-style-type: none">- de matières flottantes,- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- Température : < 30°C- pH : compris entre 5,5 et 8,5 [...]
Constats : [C1] Le rejet des eaux usées n'est pas conforme pour trois paramètres (pH, MES et azote global).
Observations : A l'issue de la visite d'inspection de la DREAL le 23 avril 2019, le pH de l'effluent aqueux (rejet des eaux usées) avait montré des valeurs en dépassement avec des résultats entre 7,5 et 8,9 pour une valeur limite d'émission fixée entre 5,5 et 8,5. Lors de la dernière visite d'inspection le 26 juillet 2021 le léger dépassement de pH était confirmé par des résultats de mesure variant entre 7,3 et 8,7. Dans le cadre préparatoire de la visite d'inspection du 8 novembre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection, le 26 octobre 2023, le rapport de suivi des rejets d'eaux usées daté du 23 décembre 2022, au titre d'une campagne de mesures menée sur le site les 21 et 22 novembre 2022 par la société IRH Ingénieur Conseil. La prestation consiste à réaliser un bilan 24 h sur le rejet des eaux usées et un prélèvement ponctuel sur le rejet des eaux pluviales. Les concentrations des paramètres suivants ont été relevées en dépassement : <ul style="list-style-type: none">- les MEST (matières en suspension totale) : 632 mg/l pour une limite fixée à 600 mg/l ;- l'azote global : 227 mg/l pour une limite fixée à 150 mg/l ;- le pH : 9,2 lors des mesures ponctuelles in situ, puis entre 8,2 et 8,7 après enregistrement des paramètres in situ sur 24 heures, pour une limite fixée à 8,5. L'exploitant transmet à l'inspection le 1 ^{er} décembre 2023 un document présentant le plan d'action qu'il a mis en œuvre en vue d'identifier et traiter les causes du dépassement de pH. Cette démarche est pilotée sur le site par les personnels du bureau local HSE (Hygiène Sécurité Environnement) ; ils précisent à l'inspection lors de la visite que les eaux usées sont exclusivement des rejets des sanitaires et du restaurant d'entreprise local. Ainsi les produits lessiviels et les produits d'entretien ont été identifiés comme susceptibles de contribuer au dépassement de la valeur limite de pH, le bureau HSE ayant constaté que les produits utilisés étaient majoritairement basiques. L'inspection note la démarche engagée par l'exploitant pour traiter cette problématique, le pH étant contrôlé mais avec une tendance à dépasser légèrement la valeur maximale fixée par la prescription. L'exploitant est en attente des résultats des dernières analyses réalisées en octobre 2023 par la société IRH Ingénieur Conseil ; il s'engage à en communiquer une copie à l'inspection des installations classées puis à l'informer des suites qu'il y donnera, dans la continuité de son plan d'action.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Gestion des effluents aqueux - Entretien des installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/06/2021, article 4.4.3.4.
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
Prescription contrôlée : [...] Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectuées à une fréquence adaptée. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. [...].
Constats : [C2] Absence de présentation du rapport d'entretien et de nettoyage du séparateur d'hydrocarbures de la zone de dépotage.
Observations : L'exploitant a transmis à l'inspection le 26 octobre 2023 la facture d'une prestation réalisée le 7 octobre 2022 par la société SOA de pompage d'effluents issus de séparateur d'hydrocarbures, pour un volume total de 35 m ³ avec test de la vanne d'isolement, graissage et contrôle d'étanchéité du dispositif. En revanche, l'exploitant ne fournit pas à l'inspection le rapport de contrôle du débourbeur-déshuileur (point de rejet codifié n°1 dans l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2010). Il indique à l'inspection qu'un pompage a été réalisé par la société SOA le 30 octobre 2023 sur le débourbeur en zone parking et le séparateur de la fosse à hydrocarbures de l'aire de dépotage (zone de livraison des essences et huiles). L'exploitant s'engage à transmettre à l'inspection des installations classées le rapport de cette intervention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Prévention des accidents et des pollutions - Stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des stockages
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. [...]
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : L'exploitant a transmis à l'inspection le 26 octobre 2023 un extrait de son fichier de suivi annuel des consommations pour les produits de peinture et de traitement de surface, l'essence, l'huile et la graisse. Trois plans du site sont fournis : <ul style="list-style-type: none">- un plan d'ensemble du site ;- un plan des zones intérieures du bâtiment avec leurs surfaces, et notamment l'implantation des moyens de lutte contre l'incendie et du local SSI ;- un plan recensant les zones à risques à l'intérieur (local d'entreposage des batteries neuves, des poudres de peinture et des produits de dégraissage utilisé pour le traitement de surface, zone d'utilisation d'acétylène dans l'atelier qualité) et à l'extérieur du bâtiment (cuves d'essence enterrées, conteneur de stockage de produits chimiques tels que piles, batteries au plomb et au lithium, huile). Ce dernier plan indique également l'implantation des 4 poteaux incendie du site, de la vanne de retenue des eaux d'extinction, et de la vanne de coupure générale du gaz.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prévention des accidents et des pollutions - Produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des substances et mélanges dangereux
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. [...]
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : L'exploitant a transmis à l'inspection le 26 octobre 2023 plusieurs éléments extraits de son fichier informatique de gestion et de suivi mensuel des consommations de produits de peinture et de traitement de surface, d'essence, d'huiles et de graisse, sous la forme de tableaux de recensement comportant les noms des produits et leur quantité. L'inspection note que les substances et mélanges dangereux sont identifiés et font l'objet d'un suivi de la part de l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations électriques - Conception et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments le justifiant. [...]
Constats : C3 L'exploitant ne justifie pas du bon fonctionnement de l'ensemble des dispositifs à courant résiduel et ne justifie pas de la conformité des liaisons équipotentielles.
Observations : L'exploitant a transmis à l'inspection le 26 octobre 2023 plusieurs documents confirmant que les installations électriques sont contrôlées périodiquement. Pour l'année 2022 : - un rapport de vérification des installations électriques par l'APAVE au titre d'une intervention réalisée sur site le 10 décembre 2022. - un certificat Q18 établi par l'APAVE suite à cette vérification complète des installations électriques de l'établissement. L'inspection y relève les 5 observations suivantes formulées par le prestataire : 1/ Atelier de production/Poste de livraison/Transformation Transformateur 1 Câblage DGPT2 inadapté. La protection du transformateur à diélectrique n'est pas correctement assurée. Installer une protection contre les défauts internes (baisse de niveau, détection de gaz, température haute). 2/ Atelier de production/Poste de livraison/Transformation Transformateur 2 Le transformateur à diélectrique liquide inflammable ne respecte pas les règles de protection contre le risque d'incendie. A mettre en place. 3/ Atelier de production/Hall de production Tableau Armoire TTS1 cabine peinture/ table de ponçage

Pouvoir de coupure trop faible du dispositif de protection. A remplacer, prévoir un disjoncteur 4x25 A.

4/ Atelier de production/Hall de production

Tableau Armoire P2/Horloge DT40

Pouvoir de coupure trop faible du dispositif de protection. A remplacer, minimum requis 12kA.

5/ Atelier/Local électrique SAV/Armoire de gauche

Circuit iDT40K : Pouvoir de coupure trop faible du dispositif de protection. A remplacer, minimum requis 13kA ou par filiation un disjoncteur iDT40K.

Pour l'année 2023 :

- un rapport de vérification des installations électriques par l'APAVE au titre d'une prestation réalisée du 27/06 au 30/06/2023.

L'inspection y relève les 3 observations suivantes formulées par le prestataire et relatives au domaine Basse Tension :

1/ ATELIER DE PRODUCTION/HALL DE PRODUCTION/Horloge de l'armoire FCL

Fixation non satisfaisante. A refixer durablement.

2/ EXTERIEUR/Coffret prises

Identification incomplète des circuits de l'armoire électrique. A remettre à niveau.

3/ BUREAUX - 4.16 COULOIR CUISINE Prise(s) de courant

Absence du clapet de la prise de courant. Détérioré. A remplacer ou à réparer.

Le prestataire consigne dans son rapport à titre de changements importants depuis la précédente vérification les éléments suivants :

- Modification du circuit de distribution ;
- Remplacement du TGBT.

Dans ce dernier rapport, l'APAVE signale notamment les limites d'intervention suivantes :

- La continuité à la terre des appareils d'éclairage notés inaccessibles n'a pu être vérifiée. Faire réaliser les compléments nécessaires ;
- Pour des raisons d'exploitation, la mise hors tension des sources et les tests de fonctionnement des dispositifs à courant résiduel (DDR et IDR) ont été effectués partiellement : l'inspection remarque que la liste des dispositifs différentiels de 30 et 300 mA non testés est très conséquente, celle-ci représentant environ 8 pages du rapport fourni.
- En l'absence de mise en sécurité des zones ATEX identifiées dans le DRPCE, les mesures de continuité nécessaires à la vérification n'ont pas été réalisées.

- un certificat Q18 établi par l'APAVE suite à la vérification complète des installations électriques de l'établissement, au titre de la prestation réalisée du 27/06 au 30/06/2023.

Aucune non-conformité n'a été identifiée lors de cette vérification, dans le périmètre des limites d'intervention. Conclusion du prestataire : l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

Lors de la visite, l'exploitant indique à l'inspection qu'il est prévu que le régime horaire du site passe en 2x8. Ainsi les tests des dispositifs à courant résiduel ne pouvant être menés en production pourraient être réalisés un vendredi après-midi, par exemple.

L'exploitant s'engage à transmettre à l'inspection un rapport de son prestataire indiquant la réalisation effective de ces tests.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Parc d'extincteurs
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de détection et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; [...] e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [...]
Constats : [C4] L'exploitant ne justifie pas de la disponibilité de l'ensemble du parc d'extincteurs.
Observations : Les documents suivants ont été transmis par l'exploitant à l'inspection le 26 octobre 2023 dans la phase préparatoire de la visite d'inspection. Pour l'année 2022 : - un rapport d'intervention sur le parc d'extincteurs par la société EUROFEU SERVICES, daté du 22 avril 2022. Il s'agissait d'une prestation de contrôle annuel du parc, sur la base d'une liste de 124 appareils numérotés. Les remarques suivantes sont formulées : 6 appareils (de plus de 10 ans) ont été remplacés à neuf (N° 6/17/27/73/81/95) dans le cadre de cette prestation. 2 appareils en SALLE TEST n'ont pas été vérifiés (N°121 et 122). Pour l'année 2023 : - un rapport d'intervention sur le parc d'extincteurs par la même société (EUROFEU SERVICES), daté du 08 juin 2023. Il s'agissait d'une prestation de contrôle annuel du parc, sur la base de la liste des 124 appareils numérotés. 4 appareils (de plus de 10 ans) ont été remplacés à neuf lors de la visite (N° 3/7/109/110). Des remarques sont formulées concernant les appareils suivants : N° 66 (détérioration) est à remplacer (devis) ; N° 80 (manquant), à remplacer (devis) ; N° 91/92/93/94 (choc ou détérioration) sont à remplacer (devis). Lors de la visite, l'exploitant indique à l'inspection avoir formulé une demande de devis à son prestataire en vue de faire remplacer les 6 appareils défectueux dans les meilleurs délais. L'exploitant s'engage à transmettre à l'inspection la preuve de réalisation du remplacement à neuf de ces extincteurs.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Sécurité et lutte contre l'incendie - Entretien des moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de désenfumage
Prescription contrôlée : [...] e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [...]
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Les documents suivants ont été transmis à l'inspection le 26 octobre 2023 : - un rapport de contrôle annuel des installations de désenfumage réalisé par la société EUROFEU SERVICES le 20 juin 2022. Conclusion du prestataire : les 64 dispositifs testés sont tous en bon état visuel et fonctionnel, sauf le dispositif n°36 qui est à remplacer (le rapport mentionne un devis de remplacement à émettre). - un rapport de contrôle annuel des installations de désenfumage réalisé par la société EUROFEU SERVICES le 26 juillet 2023. Ce rapport conclut au bon état visuel et fonctionnel des 64 dispositifs vérifiés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Sécurité et lutte contre l'incendie - Entretien des moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Robinets incendie armés
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de détection et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] c) De robinets d'incendie armés (RIA) ; [...] e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [...]
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : L'exploitant a communiqué à l'inspection le 26 octobre 2023 les deux livrables suivants : - Rapport d'intervention sur le parc de RIA par la société EUROFEU SERVICES, le 20 juin 2022. Contrôle annuel de 17 appareils, tous à l'état fonctionnel sauf : N°3 : fuite à l'axe du RIA ; N°9 : fuite à l'axe du RIA + vanne. - Rapport d'intervention sur le parc de RIA par la société EUROFEU SERVICES, daté du 26 juillet 2023. Les appareils N°3 et N°9 ont été réparés. Contrôle annuel de 17 appareils, tous à l'état fonctionnel sauf : N°1 : détérioré. A remplacer, vanne grippée et HS.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de détection et de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] d) D'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : - des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé [...] e) Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur. [...]
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : L'exploitant a communiqué à l'inspection le 26 octobre 2023 les deux documents suivants : - Rapport d'intervention du 20 juin 2022 sur le parc de poteaux et bouches d'incendie, par la société EUROFEU SERVICES. Contrôle annuel des 4 poteaux incendie internes du site. Bon état visuel et fonctionnel. Les débits (sous 1 bar) relevés sont les suivants pour : P1 : 83 m³/h P2 : 64 m³/h P3 : 59 m³/h P4 : 77 m³/h - Rapport d'intervention du 26 juillet 2023 sur le parc de poteaux et bouches d'incendie, par la société EUROFEU SERVICES. Contrôle annuel des 4 poteaux incendie du site. Bon état visuel et fonctionnel. Débits (sous 1 bar) relevés pour : P1 : 77 m³/h P2 : 61 m³/h P3 : 73 m³/h P4 : 74 m³/h L'inspection note qu'il s'agit de tests de débits unitaires des 4 poteaux internes du site, mais que les rapports fournis ne mentionnent aucun test de débit réalisé en simultané pour obtenir 400 m³/h par cumul des ressources en eau apportées par : - les poteaux privés (numérotés P1 à P4) ; - les poteaux publics communaux (n°158 et n°290 sur la commune de SARAN, n°73, 75 et 77 sur la commune d'ORMES) ; - la réserve d'eau externe n°5001 située dans la zone d'activités. Selon l'Arrêté Préfectoral du 29 octobre 2010 autorisant l'exploitant à étendre ses activités, il est inscrit à l'article 7.7.3 que la ressource en eau étant pour partie extérieure à l'établissement, l'exploitant doit s'assurer de sa disponibilité opérationnelle permanente. Un justificatif de cette disponibilité des ressources en eau est transmis à l'inspection des installations classées. A ce titre, l'exploitant adresse à l'inspection le 1 ^{er} décembre 2023 un courriel du service compétent d'Orléans Métropole (daté du 12 octobre 2023) portant les informations suivantes : Poteau communal n°158 vérifié le 20 avril 2021 : débit mesuré 110 m³/h ; Poteau communal n°290 vérifié le 16 avril 2021 : débit mesuré 120 m³/h ; Réserve incendie (ZAC) n°5001 vérifiée le 12 avril 2023 : 480 m³ ;

Poteau communal n°73 vérifié le 18 novembre 2021 : débit mesuré 120 m3/h ; Poteau communal n°75 vérifié le 7 janvier 2022 : débit mesuré 120 m3/h ; Poteau communal n°77 vérifié le 9 novembre 2021 : débit mesuré 120 m3/h.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Protection des réseaux d'eau potable - Disconnexion

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/06/2021, article 4.4.2.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de disconnexion
Prescription contrôlée : Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : L'exploitant a transmis à l'inspection le 26 octobre 2023 le rapport de contrôle d'un clapet anti-retour par la société VEOLIA, réalisé le 11 octobre 2022. Ce clapet est installé dans le regard béton du compteur d'eau général et protège du retour du réseau d'alimentation usine et incendie. Conclusions du rapport : local conforme, pose conforme, pas de bipasse. Les vannes V1 et V2 sont étanches, ainsi que le clapet. Par ailleurs, l'exploitant indique à l'inspection que le contrôle au titre de l'année 2023 a été réalisé, et qu'il est en attente de la réception du rapport de la société VEOLIA.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des dispositifs de protection
Prescription contrôlée : [...] Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. [...]
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Documents reçus de la part de l'exploitant le 26 octobre 2023 : - Rapport de vérification complète foudre par l'APAVE le 21 juin 2022. Conclusion du prestataire : aucune observation, installation conforme qui présente un état de conservation satisfaisant. - Rapport de vérification visuelle foudre par l'APAVE le 20 juin 2023. Synthèse des observations et réserves : Aucune observation sur les éléments des systèmes de protection foudre.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Maintenance des installations de traitement de surface
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Consignes d'exploitation. [...]</p> <p>- la vérification périodique prévoit le bon état de l'ensemble des installations (cuves de traitement et leurs annexes, stockages, (thermoplongeurs, rétentions, canalisations, etc.) Les modalités de contrôle des paramètres de fonctionnement sont définies par un préposé dûment formé.</p> <p>Ces vérifications sont consignées dans un document prévu à cet effet et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : Absence d'écart relevé.
<p>Observations :</p> <p>En réponse à la demande de l'inspection, une version actualisée du tableau de recensement des cuves de traitement de surface a été transmise par l'exploitant le 18 octobre 2023. Ce tableau présente notamment, pour chaque cuve en exploitation : sa capacité totale et ses dimensions, sa fonction, le nom du produit qu'elle contient avec sa concentration et son volume, et si elle est équipée d'un système de chauffage du bain.</p> <p>Sur le site, 6 cuves sont en service dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 cuves de dégraissage et phosphatation (n°1 et 2) chauffées à 55 °C (système d'aspiration : captage englobant). - 3 cuves de rinçage (n° 3, 4 et 6) - 1 cuve de passivation non chromique (n°5). <p>L'inspection relève les indications suivantes dans le tableau de recensement des cuves actualisé par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Cuve 1 : étude pour suppression du bain (voir paragraphe ci-dessous). - Capteur de niveau dans la rétention : un indicateur de niveau à été ajouté à la sonde (l'inspection constate lors de la visite la présence effective d'un boîtier mural indiquant le volume présent dans la rétention). <p>Lors de la visite, l'exploitant précise à l'inspection les dispositions pratiques récemment mises en oeuvre concernant la cuve n°1, dans le cadre d'une étude visant à supprimer ce bain à l'horizon avril 2024. Cette cuve a été arrêtée au début du mois de septembre 2023 et conservée pour pallier une éventuelle défaillance de la cuve n°2.</p> <p>L'exploitant indique que l'amélioration des produits et la vitesse du convoyeur lui permettent d'envisager l'utilisation d'une seule cuve de dégraissage et phosphatation. L'étude en cours aurait également permis au chimiste d'établir qu'une baisse de la température de chauffage des bains à 45°C n'impacterait pas la qualité de production (55 °C actuellement), tout en constituant une voie d'économies énergétique et financière pour l'exploitant.</p> <p>L'exploitant justifie de la vérification périodique des installations mentionnées supra : sollicité lors de la visite, le responsable production-maintenance-méthodes du site présente à l'inspection son fichier informatique de suivi, faisant office d'outil de gestion de la maintenance assistée par ordinateur (GMAO).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Installations de traitement de surface - Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurité des dispositifs de chauffage des baignoires de traitement chimique
Prescription contrôlée : [...] Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Les cuves n°1 et n°2 (fonction dégraissage et phosphatation) sont habituellement chauffées à 55°C : en partie au gaz, et en partie via un échangeur thermique ramenant de l'énergie captée en retour, au niveau du four de cuisson.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Gestion des déchets - Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/10/2010, article 9.2.3.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Production et expédition des déchets dangereux
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions des articles R. 541-42 à R. 541-48 relatifs au contrôle des circuits de traitement des déchets, l'exploitant tient à jour un registre chronologique de la production et de l'expédition des déchets dangereux.
Constats : Absence d'écart relevé.
Observations : Dans le cadre préparatoire de la visite, l'inspection a consulté les déclarations réalisées par l'exploitant sous le registre numérique GERE pour les deux dernières années. La déclaration GERE au titre de 2021 (quantité totale produite et expédiée) : - déchets non dangereux : 8,93 t - déchets dangereux : 57,26 t La déclaration GERE au titre de 2022 (quantité totale produite et expédiée) : - déchets non dangereux : 8,47 t - déchets dangereux : 85,57 t L'analyse de ces déclarations conduit l'inspection à formuler les remarques suivantes : - la quantité totale déclarée est cohérente sur les deux dernières années pour les déchets non dangereux (soit entre 8 et 9 tonnes par an) ; - l'exploitant a déclaré 28 tonnes supplémentaires de déchets dangereux en 2022 par rapport à l'année 2021. L'attention de l'exploitant étant attirée sur ce second point lors de la visite d'inspection, il y apporte des explications. La quantité excédentaire de déchets dangereux déclarée en 2022 au regard de l'année précédente est la conséquence des deux événements suivants : - une problématique d'ordre technique au cours de l'année 2022 a contraint l'exploitant à vider les cuves de traitement de surface dans la rétention ; - préalablement à la résolution de cette problématique, un test d'étanchéité à l'eau du caniveau principal de rétention (ce caniveau est traité en résine époxy) avait dû être réalisé. Cette eau étant souillée à l'issue, elle a été traitée en tant que déchet dangereux. Dans les deux cas, l'inspection note que l'exploitant a traité les faits supra dans les règles de l'art, en captant ces effluents et en les faisant traiter au titre de déchets dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 57																							
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques																							
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]. L'installation respecte les valeurs limites en concentration ci-après pour les polluants susceptibles d'être rejetés.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>POLLUANT</th><th>REJET DIRECT (en mg/m³)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Acidité totale exprimée en H</td><td>0,5</td></tr> <tr> <td>HF, exprimé en F</td><td>2</td></tr> <tr> <td>Cr total</td><td>1</td></tr> <tr> <td>Cr VI</td><td>0,1</td></tr> <tr> <td>Ni</td><td>5</td></tr> <tr> <td>CN</td><td>1</td></tr> <tr> <td>Alcalins, exprimés en OH</td><td>10</td></tr> <tr> <td>NOx, exprimés en NO₂</td><td>200</td></tr> <tr> <td>SO₂</td><td>100</td></tr> <tr> <td>NH₃</td><td>30</td></tr> </tbody> </table>		POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m ³)	Acidité totale exprimée en H	0,5	HF, exprimé en F	2	Cr total	1	Cr VI	0,1	Ni	5	CN	1	Alcalins, exprimés en OH	10	NOx, exprimés en NO ₂	200	SO ₂	100	NH ₃	30
POLLUANT	REJET DIRECT (en mg/m ³)																						
Acidité totale exprimée en H	0,5																						
HF, exprimé en F	2																						
Cr total	1																						
Cr VI	0,1																						
Ni	5																						
CN	1																						
Alcalins, exprimés en OH	10																						
NOx, exprimés en NO ₂	200																						
SO ₂	100																						
NH ₃	30																						
<p>Constats : [C5] L'exploitant ne justifie pas du contrôle des valeurs limites d'émission de ses installations de traitement de surface pour le paramètre dioxyde de soufre.</p> <p>Au regard de la nature de ses activités de traitement de surface (dégraissage et phosphatation sur acier uniquement), l'exploitant doit justifier à l'inspection de l'absence de nécessité de contrôler la qualité de ses rejets atmosphériques pour les paramètres Cr total, Cr VI, NH3.</p>																							
<p>Observations : L'exploitant a transmis à l'inspection le 26 octobre 2023 les rapports des contrôles réglementaires des rejets atmosphériques établis au titre des années 2022 et 2023 par la société IRH Ingénieur Conseil.</p> <p>Le texte de référence appliqué par le prestataire est l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2010, qui fixe dans son article 3.2.4. les valeurs limites des concentrations de plusieurs paramètres dans les rejets atmosphériques.</p> <p>Or, le référentiel applicable pour les activités de traitement de surface est l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>L'analyse des deux rapports fournis par l'exploitant, réalisée par l'inspection, sont présentés ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport de contrôle des rejets atmosphériques 2022, réalisé par la société IRH Ingénieur Conseil, le 29 mars 2022 : Les rejets mesurés sont conformes pour les paramètres Acidité totale, HF, Ni, Alcalinité et NOx. En revanche, les concentrations des paramètres Cr total, Cr VI, SO₂, NH₃ n'ont pas été mesurés. - Rapport de contrôle des rejets atmosphériques 2023, réalisé par la société IRH Ingénieur Conseil le 25 avril 2023 : Les rejets mesurés sont conformes pour les paramètres Acidité totale, HF, Ni, CN, Alcalinité et NOx. En revanche, les concentrations des paramètres Cr total, Cr VI, SO₂, NH₃ n'ont pas été mesurés. 																							
Type de suites proposées : Susceptible de suites																							

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4.

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des appareils de combustion

Prescription contrôlée :

[...] I. « a » Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses : [...]

- aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure à 2 MW et inférieure à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2029 ;

Combustibles	Polluants			
	SO ₂ (mg/Nm ³)	NO _x (mg/Nm ³)		Poussières (mg/Nm ³)
		P < 10 MW	P ≥ 10 MW	
« biomasse solide »	225	525 (5)		50
Autres combustibles solides	1 100	550 (10)		50
Fioul domestique	-	150 (8) (12)		-
Fioul Lourd	1 700	550 (9)	450 (1) (4) (9)	50 (11)
« Autres combustibles liquides	850	550	450	50 »
Gaz naturel, Biométhane	-	100 (2) (8)	100 (3) (6) (7) (13)	-
Gaz de pétrole liquéfiés	5	150 (8)		-

Renvoi	Conditions	Valeur limite d'émission (mg/Nm ³)
(1)	Installation déclarée après le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.	NO _x : 550
(2)	Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014.	NO _x : 150
(3)	Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.	NO _x : 150
(4)	Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014.	NO _x : 500
(5)	Installation déclarée avant le 1er janvier 2014.	NO _x : 750
(6)	Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, dont plus de 50 % de la puissance totale est fournie par des générateurs à tubes de fumée.	NO _x : 225
(7)	Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.	NO _x : 150
(8)	Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.	NO _x : 225
(9)	Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.	NO _x : 600
(10)	Installation déclarée avant le 1er janvier 1998.	NO _x : 825
(11)	Installation déclarée avant le 1er janvier 1998, sauf lorsque la puissance thermique nominale totale dépasse 10 MW et qu'elle est située dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement.	Poussières : 100
(12)	Appareils de combustion fonctionnant moins de 1 500 heures par an	NO _x : 200
(13)	Installation déclarée entre le 1er janvier 1998 et le 1er janvier 2014.	NO _x : 120

Constats : Absence d'écart relevé.

Observations :

L'exploitant a transmis à l'inspection le 26 octobre 2023 les rapports des contrôles réglementaires des rejets atmosphériques établis au titre des années 2022 et 2023 par la société IRH Ingénieur Conseil.

Le texte de référence appliqué par le prestataire est l'arrêté préfectoral du 29 octobre 2010 de l'exploitant, fixant à l'article 3.2.4. les valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques.

Hors la référence réglementaire à appliquer est celle de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé,

relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 (applicable à compter du 20 décembre 2018).

Les constats d'analyse de l'inspection des deux rapports fournis par l'exploitant sont présentés ci-dessous :

- Rapport de contrôle des rejets atmosphériques 2022, réalisé par la société IRH Ingénieur Conseil, le 29 mars 2022

Aucun contrôle des rejets de(s) chaudière(s) n'a été réalisé en 2022, ce qui ne constitue pas un écart au plan réglementaire (voir plus bas).

- Rapport de contrôle des rejets atmosphériques 2023, réalisé par la société IRH Ingénieur Conseil le 25 avril 2023

L'inspection note d'ailleurs qu'une seule chaudière de 1,45 MW a fait l'objet de mesures de rejets en 2023. Interrogé sur ce point lors de la visite, l'exploitant indique qu'il fait fonctionner ces deux dispositifs alternativement, pour ne maintenir qu'une seule de ses deux chaudières en fonctionnement permanent.

Trois paramètres ont été mesurés, à l'issue des trois essais ceux-ci présentaient les concentrations moyennes suivantes :

O₂ : 5,5 %

CO₂ : 8,8 %

NOx : 126 mg/m³ (valeur brute)

Au regard des prescriptions de l'arrêté ministériel applicable aux installations de l'exploitant, les mesures de poussières et des oxydes de soufre ne sont pas exigées si le combustible utilisé est du gaz naturel.

Dans le cas présent, la valeur limite d'émission pour le paramètre NOx étant fixée à 150 mg/m³, les rejets sont conformes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 02/06/2021, article 4.4.1.

Thème(s) : Autre, Origine des approvisionnements en eau

Prescription contrôlée :

[...] Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau	Prélèvement maximal annuel (m ³ /an)	Prélèvement maximal	
				Horaire (m ³ /h)	Journalier (m ³ /j)
Eau souterraine	Calcaires de Pithiviers	FRGG092	15000	7,5	150
Réseau d'eau	Réseau public AEP Ormes	/	4500	/	/

Constats : Absence d'écart relevé.

Observations :

L'exploitant indique à l'inspection que les installations sont tarées pour limiter les consommations d'eau sur le site.

L'inspection a consulté les déclarations de consommation d'eau du site sous le registre numérique GEREP. L'exploitant a déclaré une consommation de 1634 m³ en 2021 et 2088 m³ en 2022.

Concernant l'eau en provenance du forage, l'exploitant indique que la consommation sera nulle durant le second semestre 2023, car le dispositif de pompage est en panne depuis le mois de juillet. Il précise que l'eau du forage est utilisée exclusivement pour de l'arrosage. L'exploitant

déclare à l'inspection une consommation moyenne habituelle d'environ 7000 m³ par an sur ce forage.

Concernant l'eau en provenance du réseau d'eau public, l'exploitant déclare à l'inspection avoir consommé environ 1330 m³ au cours du premier semestre 2023, et une consommation moyenne habituelle d'environ 3000 m³ par an.

Sur la base déclarative de l'exploitant (via le registre numérique GEREP, puis suite aux échanges le jour de la visite d'inspection), les limites de consommation d'eau prescrites par l'arrêté préfectoral sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite